

VENDREDI 20 FEVRIER 2015

« Voir » la fin de la civilisation industrielle.

- = La fin de la société industrielle n'est pas seulement imminente et souhaitable, elle est aussi nécessaire p.1
- = L'impossible dévaluation du dollar et les banquiers suicidaire p.4
- = La 'crise ultime' sera une crise des banques centrales p.7
- = D Day 3: La Grèce doit-elle être saignée à blanc pour servir les créanciers étrangers au nom de la solidarité européenne? p.9
- = De la Suède à la Chine, la lutte contre la déflation se fait désespérée (Bill Bonner) p.10
- = Et si on annulait la dette publique ? (Bruno Colmant) p.12
- = Russie : la course à l'armement est enclenchée... et assumée p.13
- = Grèce : LES RAISONS DE L'INTRANSIGEANCE p.15
- = Crise, corruption, terrorisme : tout est lié ! p.17
- = « L'inflation négative grâce à une croissance négative et un gouvernement à la majorité minoritaire ! » (Charles Sannat) p.21
- = L'or ne doit pas briller... tant que cela reste possible ! p.31
- = La BCE s'inquiète de l'hypercroissance de la finance parallèle p.34
- = La fabrication des serfs p.36
- = Une Grèce et une Europe en pointillé p.38
- = Certaines personnes sont tellement pauvres qu'elles ne possèdent que de l'argent p.39



La fin de la société industrielle n'est pas seulement imminente et souhaitable, elle est aussi nécessaire

Dr Guy R. McPherson 5 novembre 2013 <http://www.legrandsoir.info/> [article en reprise]

[La fin de la civilisation industrielle (que je crois imminente) aura pour cause la raréfaction des ressources naturelles (surtout du pétrole) bien avant que ce soit pour des raisons d'environnement (climat).]

L'oligarchie croit pouvoir prétendre que la crise actuelle n'est que financière et que nous sortirons du tunnel en nous serrant (nous) la ceinture. Les analystes les plus cyniques font remarquer qu'il s'agit d'une crise globale systémique scellant la mort de la démocratie de marché (mais pas du capitalisme génocidaire). Parfois on nous rappelle la crise écologique et climatique, mais jamais en se posant la question de l'adaptation (im-)possible de notre habitat à une hausse de seulement quelques degrés de la température mondiale et donc des conditions de survie de l'espèce humaine. Les rares scientifiques qui se posent cette question dérangeante obtiennent une réponse bien plus précise. On connaissait Lovelock qui, par souci de controverse, aime à rappeler son attachement à l'électronucléaire. Voici McPherson qui, par souci d'authenticité, nous met face à nos responsabilités. Soulignons

qu'elles ne sont pas du même ordre que celles de l'oligarchie, pour qui tout effondrement est et sera profitable.

I. Nous voilà en octobre 2013, début octobre, et durant ces dernières semaines, John Davies, publiant au nom du Groupe d'étude d'urgence sur le méthane arctique, établit que la plupart des humains perdront leur habitat naturel d'ici 2040.

De plus, la semaine dernière, le cinquième rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été rendu public, rapport qui recommande l'utilisation de géoingénierie sous peine de ne pouvoir maîtriser l'effet de serre [galopant].

Il faut donc conclure que, de fait, nous avons déclenché un effet de serre galopant [rapide, non-linéaire, imprévisible].

Aucunes de ces estimations ne prend en compte les vingt-cinq boucles de rétroaction positives que nous avons créées par nos activités. Vingt-cinq de ces boucles sont irréversibles à l'échelle du temps humain Nous en avons déclenché une en 2010 avec les fuites de méthane de la banquise arctique (cf. Science, mars 2010). Quatre de plus furent décrites en 2011 dans la littérature scientifique, six en 2012 et une douzaine (à ce jour) en 2013.

A cela il faut ajouter deux boucles de rétroaction positive qui pourraient être interrompues par une simple décision humaine. La première date d'août 2012, lorsque l'administration Obama a autorisé les forages au pôle Nord. La seconde date du début de cette année lorsque des superpétroliers se sont frayés un passage à travers la glace fondante du pôle Nord afin d'épargner quelques dollars en frais de transport.

II. Au point où nous en sommes, il semble bien que la civilisation industrielle soit un piège [mortel]. D'autres civilisations se sont effondrées mais l'humanité a poursuivi son existence. Au moins dans certains cas les survivants ont pu adopter le mode de vie des chasseurs-cueilleurs.

Ceci n'est toutefois plus possible à cause de toutes ces centrales électronucléaires répandues de part le monde. D'une part, si la civilisation s'effondre maintenant, c'est-à-dire sans avoir le temps de démanteler ces centrales nucléaires (soit une vingtaine d'années), elles finiront par irradier la totalité de notre environnement. [c'est l'argument majeur pour ne pas miser sur le nucléaire pour remplacer (partiellement) le pétrole comme le prône

Jean-Marc Jancovici (que j'estime beaucoup).] D'autre part, si nous ne mettons pas un frein définitif à la civilisation industrielle, nous déclencherons un effet de serre galopant. En fait, l'effet de serre galopant est déjà une réalité. **En somme, l'extinction de la race humaine à court terme est inévitable.**

III. Comment vivre avec cette information ? Comment intégrer cette information ? Comment agir à la lumière de cette information ? Mike Tyson (le boxeur, pas le philosophe) a fait remarquer que tout le monde a un plan jusqu'à ce qu'il se prenne un poing dans la figure. Nous avons pris un poing dans la figure.

Nous ne disposons que peu de temps sur cette planète. En fait, nous n'avons jamais disposé que de peu de temps sur cette planète. Agissons conformément. Agissons comme si nous étions dans un hospice pour incurables, comme si nous étions tous dans un hospice. Comme si la planète elle-même était un hospice. Lorsque j'observe le comportement des pensionnaires d'un hospice, de ceux à qui on n'a donné que quelques semaines à vivre, je ne les vois jamais essayer de grappiller encore quelques centimes, comme s'ils avaient encore besoin de plus de richesses alors que leur monde s'effondre.

Ce que je constate par contre, c'est que les gens recherchent l'absolu. Ils poursuivent ce qu'ils aiment. Ils agissent avec compassion. Ils deviennent créatifs et se délestent de leurs biens matériels. Ils agissent comme dans une économie du don. Faisons cela. Faisons tout cela. Chercher l'absolu, poursuivre ce que nous aimons, agir comme si nous étions dans un hospice, agir en être humain digne de ce nom. [...]

Faisons ce que nous aimons. Agissons comme si nos vie insignifiantes importaient à ceux qui nous entourent. Et je ne suggère d'aucune manière d'abandonner l'action [politique]. Je ne suggère pas qu'on se laisse faire et [finalement] qu'on se laisse mourir. Ce que je suggère fondamentalement c'est que l'action constitue l'antidote au désespoir, comme Edward Abbey l'a fait remarquer il y a longtemps. Agissons donc !

Dr Guy R. McPherson,
Professeur émérite d'écologie et de biologie de l'évolution, Université d'Arizona

L'impossible dévaluation du dollar et les banquiers suicidaires



Hugo Salinas Price
Plata.mx

Publié le 20 février 2015



« Tant que les Etats-Unis gonflent et dévaluent le dollar, le prix de l'or continuera de grimper » Jim Rickards (voir [ici](#)).

La plus récente dévaluation du dollar a eu lieu sous le président Roosevelt en 1934, alors que sa valeur passait d'1/20,67^e d'once d'or – effective depuis 1933 – à 1/35^e d'once d'or.

La dernière opportunité de dévaluation du dollar s'est présentée en août 1971, alors que le dollar était encore rattaché à l'or à hauteur d'1/35^e d'une once d'or. Nixon a suivi les conseils de Milton Friedman et pris la pire décision de l'Histoire. Il n'a pas dévalué le dollar comme il aurait dû le faire, mais a libéré le dollar de l'étalon or. Les Etats-Unis ont ensuite refusé d'échanger les dollars détenus par les banques centrales du monde à n'importe quel prix.

Depuis août 1971, le dollar ne peut plus être dévalué.

Puisque le dollar est la devise de référence de toutes les banques centrales du monde, les autres devises – y compris l'euro – sont des dérivés du dollar. La preuve en est que la valeur de chaque devise du monde est déterminée en dollars.

Les devises du monde sont dévaluées ou réévaluées contre le dollar sur les marchés des devises du monde tous les jours de l'année.

Il existe un « indice dollar » qui présente la valeur du dollar contre un panier d'autres devises. En revanche, les devises sélectionnées pour composer ce panier sont sélectionnées arbitrairement et certaines devises relativement importantes n'y sont pas incluses. En dehors de cela, les fluctuations de l'indice du dollar ne signifient pas que le dollar a été dévalué ou révalué,

parce que les devises de l'indice sont elles-mêmes affectées par une dépréciation ou une appréciation en termes de dollars en fonction de leurs propres circonstances.

Les Etats-Unis ne peuvent pas déclarer de dévaluation officielle du dollar parce qu'il n'existe rien contre quoi il puisse être dévalué, ou disons plutôt qu'ils refusent de reconnaître l'existence de l'or comme monnaie, bien qu'il puisse être dévalué contre lui.

Afin que les Etats-Unis puissent dévaluer le dollar de manière efficace, il serait nécessaire pour le gouvernement d'établir l'or comme point de référence pour sa valeur. Le gouvernement aurait alors à déclarer que la valeur du dollar équivaut à une certaine quantité d'or et promettre que cette valeur sera maintenue en offrant d'acheter toute quantité d'or qui lui soit tendue contre des dollars, à un prix légèrement inférieur au prix officiel établi, et offre de vendre toute quantité d'or demandée en échange de dollars, à un prix légèrement supérieur au prix officiel en vigueur.

Si une valeur officielle de l'or en dollars était établie, il serait à nouveau possible pour le gouvernement des Etats-Unis de renier sa promesse et de dévaluer le dollar en établissant une valeur moindre du dollar en termes d'or. En d'autres termes, le dollar doit être convertible en or pour qu'une dévaluation puisse avoir lieu.

A l'heure actuelle, il est impossible de dévaluer le dollar.

Une hausse du prix de l'or ne dévalue pas le dollar, parce qu'il n'existe pas de lien officiel entre l'or et le dollar. Les systèmes monétaires et financiers du monde ne sont pas liés à l'or. L'or peut avoir n'importe quel prix sans que ces systèmes en soient affectés. Nous avons vu le prix de l'or atteindre 1.900 dollars l'once, et les choses fonctionnaient de la même manière que lorsque son prix n'était que de 300 dollars l'once.

Une forte hausse du prix de l'or est cependant source d'embarras pour le gouvernement des Etats-Unis, non pas parce qu'il dévalue le dollar (il n'en est rien) mais parce qu'il génère une perte de confiance envers le dollar. Lorsque le dollar est perçu comme étant en chute libre contre l'or, les investisseurs échangent leurs dollars et leurs autres devises contre de l'or afin de protéger leur capital. Une hausse du prix de l'or représente une menace pour le prestige du dollar et le prestige des Etats-Unis.

Le prix de l'or en dollars est donc surveillé de près par le gouvernement. Ce fait, autrefois ridiculisé, est de plus en plus accepté par ceux qui s'intéressent à la question monétaire de par le monde. Les moyens de contrôle du prix de l'or sont entre autres les ventes d'or papier qui visent à en supprimer le prix, comme l'ont déterminé de nombreux observateurs.

La politique monétaire des Etats-Unis pense le dollar immortel, et que l'or n'est plus – et ne sera jamais plus – la monnaie ultime internationale.

Les gouvernements de certaines nations du monde ne partagent pas cette conviction de durabilité du dollar. La Chine a inventé la monnaie papier échangeable - ce que le monde entier utilise aujourd'hui – il y a mille ans, et de nombreuses dynasties d'empereurs chinois ont appris à leurs dépens que la monnaie papier finit toujours par ne plus rien valoir.

Le gouvernement chinois sait que le dollar ne durera pas indéfiniment. La Chine achète d'énormes quantités d'or qu'elle accumule aux côtés de ses dollars dans les coffres de la Banque centrale de Chine. Le gouvernement chinois est plus éclairé que le gouvernement des Etats-Unis, parce qu'il encourage sa population à acheter de l'or et de l'argent.

Le gouvernement des Etats-Unis dit au monde qu'il possède 8.000 tonnes d'or, mais le fait qu'il ne soit pas capable de livrer son or à l'Allemagne fait planer le doute sur sa parole.

La situation dans laquelle se trouvent les Etats-Unis – et le monde – est dangereuse : les Etats-Unis sont tels un bateau sans canots de sauvetage, parce qu'ils sont présumée insubmersibles.

Les Etats-Unis et leurs alliés permettent aux chinois et aux asiatiques en général de prendre possession de toujours plus d'or d'année en année, alors que les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Europe voient leur métal partir vers l'Orient.

Les Etats-Unis pensent que le dollar est fait pour durer et que l'or n'est qu'une fantaisie passagère. Ce n'est que pure arrogance.

Et quand des problèmes feront surface – le dollar finira par en rencontrer – et que les Etats-Unis n'auront plus d'or ou presque, ils pourraient devenir une dangereuse entité pour le reste du monde. Serait-il possible que ceux qui dirigent les Etats-Unis perdent la tête et décident d'entamer une guerre nucléaire en réponse à leur situation économique désespérée ? La destruction

du monde a-t-elle de l'importance aux yeux d'hommes sur le point de se suicider ? Les banquiers suicidaires se soucient-ils de l'avenir du monde ?

La 'crise ultime' sera une crise des banques centrales

par Audrey Duperron · 19 février 2015 Express.be



La crise économique qui a éclaté dans le monde en 2008 a conduit à une intervention de plus en plus importante des plus grandes banques centrales, y compris la Réserve fédérale ou la Banque centrale européenne, qui est actuellement présidée par l'Italien Mario Draghi.

Cette intervention s'est faite au travers de réductions de taux d'intérêt, d'impression d'argent, d'achat d'obligations, ou de promesses « d'en faire plus » qui ont conduit à une hausse des cours de bourse.

En conséquence, de nos jours, plus de 90% du cours des actions sont basés sur les anticipations des investisseurs concernant les décisions des banques centrales, et non plus sur les fondamentaux des sociétés qu'elles représentent, explique Phoenix Capital Research, une firme de recherche indépendante sur les placements.

Par exemple, de mauvais indicateurs économiques ont désormais tendance à provoquer une hausse des cours, parce que les investisseurs pensent qu'ils pousseront la Fed à imprimer plus d'argent pour relancer l'économie.

L'un des inconvénients de ce phénomène provient de ce que les gouverneurs de banque centrale peuvent occasionnellement mentir sur les décisions qu'ils comptent prendre.

Par exemple, dans son livre, « Stress Test: Reflections on Financial Crises », l'ex-secrétaire au Trésor des Etats-Unis, Tim Geithner a indiqué que lorsque Draghi avait déclaré que la BCE ferait « tout son possible pour préserver l'euro », il n'avait encore aucun projet dans ce sens, et que cette formule

avait été totalement improvisée. Autrement dit, il s'agissait d'un bluff... D'autant que la BCE ne peut pas faire « tout son possible », compte tenu des lois qui définissent son règlement et son champ d'intervention.

Et le patron de la BCE n'est pas le seul à avoir dupé les marchés. Récemment, Haruhiko Kuroda, le gouverneur de la banque centrale du Japon, a augmenté le programme de QE, non pas pour améliorer la situation économique du pays, mais pour que les prévisions de ses collègues coïncident davantage avec les siennes, accuse Phoenix Capital Research.

« Dit simplement, les personnes qui sont supposées maintenir le système financier ont été surprises à mentir et à dépenser de l'argent uniquement pour satisfaire leurs propres egos. Les conséquences de ceci ne se sont pas encore faites sentir. Mais les graines de la prochaine crise ont déjà été semées dans ces révélations ».

Que se passera-t-il lorsque le monde comprendra que les patrons de banques centrales mentent ? Les marchés pourront-ils toujours leur faire confiance et penser qu'ils sont omnipotents? Ou bien leurs déclarations n'auront-elles plus aucun impact ? « Nous verrons bien », conclut la firme de recherche.

D Day 3: La Grèce doit-elle être saignée à blanc pour servir les créanciers étrangers au nom de la solidarité européenne?

par Audrey Duperron · 20 février 2015 Express.be



Cet après-midi, les ministres des Finances de la zone euro qui composent l'Eurogroupe, se réunissent pour la troisième fois en 10 jours à Bruxelles dans l'espoir de trouver une solution à l'impasse grecque. Ce ne sera pas chose facile ; au cours des dernières 24 heures, l'ambiance s'est beaucoup dégradée.

Hier, le gouvernement allemand a catégoriquement rejeté la proposition d'extension de 4 à 6 mois du programme de sauvetage actuel, qui expire le 28 février prochain.

La Commission européenne et d'autres hauts-responsables de l'UE avaient pourtant salué la perspective de la conclusion de cet accord. Mais deux heures plus tard, les Allemands ont dit « nein », Schäuble justifiant ce refus en expliquant qu'il s'agissait d'un cheval de Troie destiné à permettre à la Grèce d'obtenir des capitaux sans l'obliger à mettre en oeuvre les réformes convenues.

Certains Européens défendent l'attitude allemande; d'autres au contraire s'en indignent. [Sur le site Foreign Policy, l'éminent économiste Philippe Legrain a formulé l'opinion suivante](#), qui a été [retweetée par Varoufakis](#) :

Si le plan de Varoufakis avait été présenté à un banquier d'investissement, il aurait été perçu comme parfaitement raisonnable. Pourtant, dans le monde parallèle où réside le ministre des Finances de l'Allemagne, Wolfgang Schäuble, de telles demandes passent pour « irresponsables » ; la Grèce doit être saignée à blanc pour servir ses créanciers étrangers au nom de la solidarité européenne. »

Legrain conclut donc:

« L'establishment de la zone euro et une grande partie des médias pensent que la Grèce est stupide de résister à l'Allemagne. Mais c'est d'y renoncer qui serait vraiment idiot. Cela ne laisserait plus que les néo-nazis d'Aube Dorée dans le camp anti-Merkel, ce qui pourrait provoquer des désastres politiques terribles. Tant que le gouvernement grec a la volonté de rester ferme, comme une vaste majorité de Grecs et beaucoup d'Européens l'exhortent à le faire, il pourra obtenir un accord plus juste pour le peuple grec, et, avec de la chance, pour la zone euro. »

[La nouvelle réunion s'ouvre donc dans cette ambiance de confusion et de ressentiment...](#)

De la Suède à la Chine, la lutte contre la déflation se fait désespérée

20 fév 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Aujourd'hui, nous nous intéressons à un phénomène très rare : le véritable progrès intellectuel.

Enfin, n'en faisons pas trop. Dans le monde des idées, on fait un pas en arrière pour chaque pas en avant. C'est au moins un pas dans la bonne direction...

On pensait autrefois, par exemple, qu'il fallait immédiatement éteindre tous les feux de forêt. Aujourd'hui, les autorités forestières sont d'avis qu'il vaut souvent mieux les laisser se consumer. Cela permet de brûler le bois sec et aide la forêt à se régénérer.

Il y a quelques décennies seulement, on pensait aussi que les fièvres infantiles étaient à redouter et à soigner à tout prix.

"Je vais lui donner un petit quelque chose pour cette fièvre", disaient les pédiatres. Puis on en est venu à voir que les fièvres, elles non plus, n'étaient pas forcément une mauvaise chose. C'était ainsi que la nature combattait les microbes. Augmenter la température corporelle accélérerait en fait le processus de guérison.

Les entreprises ont elles aussi repris ces idées à leur compte. Nous ne connaissons pas le dernier livre de management le plus vendu dans les aéroports... mais nous avons observé que les sociétés ayant l'approche la moins hiérarchique, la moins autoritaire, semblent mieux se débrouiller. Si c'est devenu la mode dans le monde des affaires, nous aimerions nous en attribuer un peu le mérite. Voilà 35 ans que nous faisons la réponse suivante aux questions de nos employés : "je ne sais pas... et vous, que feriez-vous ?"

Cette réaction était considérée comme une preuve de stupidité, à l'époque. Ces derniers temps, elle est attribuée à l'intelligence. En réalité, elle naissait de l'ignorance et du désespoir : nous n'avions pas la moindre idée de ce qu'il fallait faire.

Les banques centrales n'ont rien appris. Au lieu de laisser la correction de 2008-2009 faire son travail, elles ont éteint le feu purificateur avec une lance à liquidités

Mais les banques centrales n'ont rien appris. Au lieu de laisser la correction de 2008-2009 faire son travail, elles ont éteint le feu purificateur avec une

lance à liquidités. Résultat : le bois sec continue de s'accumuler. **La dette mondiale atteint 200 000 milliards de dollars depuis la crise.** Le gouvernement et les entreprises continuent à emprunter sans discontinuer. Les consommateurs s'endettent eux aussi plus profondément.

▪ **L'Europe brûle... et que dire de la Chine !**

Les autorités ont arrêté les corrections. Elles ont calmé les fièvres. Maintenant, au sol, le petit bois est plus abondant que jamais. Mais attention... **nous commençons à voir de plus en plus d'étincelles. Le pétrole à 50 \$. 1 600 milliards de dollars de dette gouvernementale cotant à des rendements inférieurs à zéro.** Ambrose Evans Pritchard :

"La Suède a fait passer ses taux d'intérêt dans le négatif et lancé un assouplissement quantitatif pour lutter contre la déflation, devenant ainsi le dernier Etat scandinave en date à rejoindre la guerre des devises qui se fait de plus en plus virulente en Europe.

La Riksbank a pris les marchés par surprise, mettant le taux directeur à moins 0,1%, et a dévoilé ses premiers rachats d'actifs, promettant de nouvelles mesures à tout moment afin d'empêcher le pays de sombrer dans un piège déflationniste. La banque a présenté cette manoeuvre comme une mesure de précaution due à une augmentation des risques de 'développement moins favorable à l'étranger' et à la Grèce.

Janet Henry, de HSBC, déclare que ces mesures sont clairement une manoeuvre de 'chacun-pour-soi' destinée à affaiblir la couronne, le dernier acte en date dans une guerre des devises mondiale qui ne fait rien pour régler le problème plus profond de la demande mondiale déficiente".

Si l'Europe brûle, la Chine ressemble à une explosion dans une usine de feu d'artifices. Il y a quelques mois seulement, la Chine tentait d'apaiser les effets d'une gigantesque quantité de capitaux inondant le pays ; aujourd'hui, elle tente de les augmenter.

Les dettes colossales de la Chine sont adossées à l'immobilier. Or les prix de l'immobilier sont en train de chuter dans l'Empire du Milieu

Pourquoi ? Les dettes colossales de la Chine sont adossées à l'immobilier. Or les prix de l'immobilier sont en train de chuter dans

l'Empire du Milieu.

Et pourtant... Laisser la nature suivre son cours ? Laisser le feu se consumer tout seul ? Pas question.

Dire aux gens ce qu'ils doivent faire, même quand on ne sait pas de quoi on parle — telle est la pierre de touche de la politique étrangère américaine. Dans le monde entier, le secteur économique — oubliant deux siècles d'analyses élaborées sur le sujet — s'y est mis aussi. Les économistes sont devenus des fous du contrôle, cherchant désespérément à arrêter tout événement spontané sur les marchés, surtout s'il s'agit d'une correction.

Mais qu'est-ce qu'une correction sinon un feu de forêt économique... brûlant les erreurs, se débarrassant des broussailles et nettoyant le système ?

Et qu'est-ce qu'un marché baissier sinon une fièvre... faisant grimper la température afin de tuer les parasites qui se nourrissent des organes vitaux de l'économie ?

Sans petites corrections et légères fièvres, la prochaine crise ne sera-t-elle pas encore plus grave ?

Et si on annulait la dette publique ?

Posté le 19 février 2015 par Bruno Colmant

Les dettes publiques sont insupportables.

Leur niveau est incompatible avec la croissance et la démographie espérées.

Ces dettes sont la représentation incontestable d'un échec sociétal. En effet, si l'Etat s'est endetté, c'est que nous avons choisi de lui donner un rôle qui dépasse sa fonction redistributrice normale en créant un circuit financier parallèle fondé sur le recyclage de l'épargne individuelle.

Leur rééchelonnement futur ne fait, à mes yeux, aucun doute.

Mais certains vont plus loin : pourquoi ne pas annuler la dette publique ?

Après tout, si des épargnants ont choisi de prêter de l'argent à la collectivité au travers de comptes bancaires et polices d'assurances, c'est peut-être que cette épargne est superflue.

Que cette dette ne finance plus des dépenses d'infrastructure mais de simples redistributions n'importerait plus : c'est wagon ! on annule tout et on remet les

comptes à zéro.

Bien sûr, on connaît les conséquences d'un tel trait de crayon : des institutions financières en faillite et une épargne domestique réduite à néant.

Après tout, il faut bien que le Grand Soir se couche un jour ...

Mais alors que faire pour les dettes de pensions, certes encore non formulées puisque l'Etat ne tient pas une comptabilité d'engagements, mais dont la valeur actualisée s'exprime en multiples du PIB ?

Faut-il aussi procéder à leur annulation, ce qui conduirait à confisquer l'épargne censée compenser l'impossibilité mathématique d'assurer l'avenir de ces mêmes pensions ? Doit-on confisquer l'épargne individuelle pour assurer le paiement des pensions futures que cette même épargne est censée financer ?

En un mot comme en cent : faut-il confisquer l'épargne pour lui assurer son existence.

On le voit : les raisonnements qui prônent l'annulation de la dette oublient que la contrepartie de la dette, c'est-à-dire ce qui la finance, c'est l'épargne individuelle. Cette dernière disparaîtrait si la dette était annulée.

Donc l'annulation de la dette n'est concevable qu'au travers d'une négation de l'épargne privée.

C'est évidemment une option, mais dont l'histoire a montré que les fondements étaient fragiles.

Après les Grands Soirs viennent les petits matins...

Russie : la course à l'armement est enclenchée... et assumée

20 fév 2015 | [Byron King](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Le vice-Premier ministre de la Russie, Dimitri Rogozine, est récemment apparu à la télévision russe, pour une interview sans langue de bois menée par le très respecté journaliste Vladimir Solovyov.

Rogozine est le fils d'un général qui était à la tête d'une direction de la recherche dans l'ancien ministère de la défense soviétique. Il est diplômé en économie, a un doctorat en philosophie, une formation de pilote d'hélicoptère

et est ancien ambassadeur de Russie auprès de l'OTAN. Aujourd'hui, il gère ce que les Russes appellent fièrement "le complexe militaro-industriel" de leur pays.

Au cours de l'interview, Solovyov lui a posé la question suivante : "qu'est-ce qui inquiète le plus les Américains ?"

"Ce qui les inquiète le plus est notre volonté indomptable", lui répondit Rogozine sous un tonnerre d'applaudissements.

Je sais ; cette réponse est typique de la fanfaronnade russe. Mais Rogozine peut l'étayer.

"Nous sommes en train de rééquiper nos forces armées à un rythme soutenu", a-t-il déclaré.

De tête, il a débité à toute allure un remarquable ensemble de statistiques — exactes, si j'en crois les sources publiques — à propos de la forte augmentation de la production d'armes russes au cours des quatre dernières années, depuis qu'il est en charge de la défense, en 2011. Cela signifie avions, hélicoptères, fusées, navires de surface (y compris les nouveaux brise-glaces pour l'Arctique), sous-marins, pièces électroniques, robots etc.

"Il y a un sentiment de fierté", a commenté le journaliste Solovyov, "quand ça ne vient pas que de nous, mais du meilleur au monde". Rogozine approuva en souriant. "Les Etats-Unis sont aujourd'hui réellement inquiets de nos plans pour équiper nos forces armées", a-t-il remarqué. "Ce ne sont pas seulement des plans mais des volumes tangibles... et une haute qualité en constante augmentation de nos équipements".

La Russie est en train de totalement recapitaliser son puissant arsenal de missiles balistiques intercontinentaux, par exemple

C'est vrai. La Russie est en train de totalement recapitaliser son puissant arsenal de missiles balistiques intercontinentaux, par exemple. Pendant ce temps, les équipes en charge des missiles américains veillent sur des systèmes vieillissants conçus et construits dans les années 1960. "Je ne peux pas dire quel en est le nombre exact parce que c'est classé secret défense", a continué Rogozine. "Mais chaque année des dizaines de nouveaux missiles balistiques viennent grossir notre arsenal".

▪ Des innovations techniques et un discours sans ambages

Rogozine n'est pas entré dans les détails techniques des systèmes d'armes dont il a débité à toute allure les noms. Ce n'était pas le lieu pour entrer dans les détails. Il a donc expliqué les choses à un niveau plus global. "Les armes intelligentes... permettront d'éloigner [les soldats] de la zone de tirs ennemis, de contrôler les armes et d'attaquer l'ennemi avant qu'il ne puisse les voir. Donner [au soldat] la capacité de frapper l'ennemi avant que l'ennemi ne puisse le frapper".

En écoutant Rogozine, j'ai immédiatement pensé aux nouvelles capacités des Russes dans la guerre électronique, les impulsions électromagnétiques dirigées et les missiles antiaériens à longue portée qui ont pour but de détruire les radars et les renseignements américains et de ravitailler les avions (AWACS, Rivet Joint, Cobra-Series, KC-135, etc.) sur de longues distances — à plus de 320 km de distance.

Il n'y a qu'à considérer la nouvelle famille d'avions Su-30, avec leur puissant radar à balayage à l'avant, armés de missiles air-air de longue portée Kh-31 et R-172.

Les Américains savent, poursuit Rogozine, d'une voix calme et réfléchie, "que ce ne sont ni les machines ni même des inventions exceptionnelles qui conduiront à la suprématie technique".

Toutefois, malgré ce point de vue, il n'a pas hésité à donner une réalité de la "suprématie technique" : "notre développement de missiles a atteint un stade où les systèmes américains de défense antimissile actuels et futurs ne seront pas capables de contrer le potentiel russe de missiles stratégiques".

Vraiment ? Certains pourraient vouloir mentionner cela à quelques sénateurs américains.

Rogozine n'a pas mâché ses mots pour dire à quel point aujourd'hui la Russie perçoit les Etats-Unis comme une grave menace

D'un ton jovial, Rogozine n'a pas mâché ses mots pour dire à quel point aujourd'hui la Russie perçoit les Etats-Unis comme une grave menace. "Tout ce qu'ils [les Etats-Unis] ont fait et font a pour but de détruire notre économie via l'application de

sanctions qui ciblent certaines parties de notre économie".

Il ne faut pas oublier qu'ici Rogozine parle en russe, à un journaliste russe, pour un public russe. Les Occidentaux — la plupart Américains —

n'écourent pratiquement jamais ce genre d'interviews vérité. Peut-être devraient-ils le faire... comme nous l'expliquerons dès lundi.

LES RAISONS DE L'INTRANSIGEANCE

20 février 2015 *par* François Leclerc

À quoi va tenir le sort des Grecs ? Après s'être cassés les dents devant l'intransigeance du gouvernement allemand, qui veut le faire plier pour l'exemple, leur gouvernement est acculé dans ses derniers retranchements. Il ne peut plus compter que sur d'hypothétiques promesses de médiation là où il faudrait des soutiens qui se sont fait attendre, après y avoir mis beaucoup du sien en vain.

Pour expliquer le refus de tout semblant d'assouplissement, une image vient d'Allemagne, celle d'une Grèce comparée à une jambe atteinte de gangrène et qu'il faut couper. Comme si le danger de la contagion grecque l'emportait sur toute autre considération. En espérant que le gouvernement grec plie, et en prenant le risque aux conséquences que d'aucuns estiment désormais limitées d'une sortie de l'euro.

L'intention est de fermer une porte que d'autres pourraient emprunter, à la faveur d'une victoire électorale conduisant à la venue d'un gouvernement inscrivant son action dans le sillage de celui des Grecs. Car la crise politique européenne endémique se développant sous les formes les plus diverses, les *partis de gouvernement* ne sont plus assurés de gagner à tous les coups et il faut barrer cette issue.

Dans ce calcul, le sort des Grecs aux prises avec une crise sociale – et pour tout dire une misère – que l'on croyait ne plus jamais connaître en Europe est chose négligeable. À moins qu'elle ne soit présentée comme une punition pour avoir vécu « au-dessus de ses moyens »... Il ne doit pas émerger de politique alternative à celle qui est vigueur, en dépit de ses dégâts et de son absence de résultat tangible. C'est de cela que les *partis responsables* sont responsables !

Le plan du gouvernement grec avait pour lui la cohérence, et c'est en cela qu'il n'est pas acceptable. Afin de financer les mesures sur lesquelles il a été élu, il associait des mesures destinées à accroître les recettes fiscales et à promouvoir la croissance, au lieu de reposer sur des coupes budgétaires et

des mesures d'austérité. Dans cette logique, il proposait de réduire l'objectif d'excédent budgétaire primaire, et par voie de conséquence de rembourser la dette suivant d'autres modalités pour diminuer le coût de son service. Selon ce plan, la BCE transformait ses titres grecs en titres perpétuels, et les États ainsi que le Fonds européen de stabilité financière acceptaient d'être remboursés en fonction de la croissance du PIB. Tout était donc lié.

Une fois passé le cap des remboursements des mois à venir, ce plan prévoyait de lever le pied sur l'austérité et de combattre la crise humanitaire sans effacement de la dette ni nouvelle aide financière. Mais il avait certes l'inconvénient de combattre l'évasion fiscale et la corruption, deux domaines ignorés par la Troïka et que le gouvernement Syriza considère au contraire prioritaires. Il abordait le problème du désendettement d'une manière réaliste, au contraire ce qui lui est imposé et qui ne peut pas fonctionner en raison des excédents budgétaires que cela suppose de dégager, eux-mêmes nécessitant des taux de croissance hors de portée.

Le réalisme était du côté des Grecs, il était hors de question de le reconnaître.

UN PREMIER REBONDISSEMENT

20 février 2015 *par* François Leclerc

La demande grecque serait désormais « un point de départ » acceptable pour les autorités allemandes. Le commissaire allemand Günther Oettinger évoque la tenue d'un nouveau sommet des chefs d'État et de gouvernement la semaine prochaine, éventualité qu'Angela Merkel n'exclut pas. Des informations à confirmer ont fait état d'un projet de document établi hier sur la base du courrier grec au sein de l'Eurogroup Working Group, qui a préparé la réunion d'aujourd'hui de l'Eurogroupe.

Crise, corruption, terrorisme : tout est lié !

Posté par [calebirri](#) le 20 février 2015

Les médias ne parlent que de ça : la crise, l'évasion fiscale, la guerre, la corruption, et le terrorisme, et la liberté. L'information étant ainsi faite, chaque sujet est abordé tour à tour, selon une hiérarchisation de l'information pas toujours pertinente mais systématiquement « segmentée » : chaque équipe de journalistes est envoyée « couvrir » un sujet, et puis basta.

Pourtant, on ne voit jamais poindre une réflexion globale sur le fait que tous ces sujets sont si liés entre eux qu'ils ne conduisent en réalité qu'à un seul et même sujet : l'état général de notre société mondialisée victime d'un capitalisme fou.

Quand on sait le nombre d'hommes et de femmes influents qui se trouvent mêlés de près ou de loin dans des affaires d'argent et le montant colossal des sommes détournées de leur destination (les impôts), on imagine aisément que cette situation doit se retrouver à peu près identiquement dans tous les pays du monde. Et quand on sait que cette somme déjà gigantesque n'est rien en rapport à la fraude fiscale perpétrée par les grandes multinationales, on ne peut que constater que les dettes sont en réalité le résultat d'un vol massif et organisé des Etats par une petite minorité d'individus.

Qui sont ces individus ? Des hommes politiques, des stars, des chefs d'entreprises, des héritiers... ils n'aiment pas que leurs noms soient cités publiquement, mais grâce à internet et sa liberté (mais pour combien de temps encore ?) les informations sont répandues massivement et en un instant, tandis que le nombre « d'affaires » concernant la fraude et la corruption augmente découverte après découverte le montant total du préjudice subi par des peuples régulièrement accusés de tous les maux. On parle de milliers de milliards à l'échelle de la planète, mais on ne chipotera pas ici sur les chiffres...

Et alors que c'est la crise et que le chômage augmente encore, l'ancien ministre des finances luxembourgeois, monsieur Juncker, est arrivé à la tête de l'Europe !!! Autrement dit, celui qui a permis l'évasion fiscale massive des entreprises -en aggravant donc la crise- réclame aujourd'hui l'austérité pour les peuples endettés, [niant même publiquement la primauté du politique sur l'économique.](#)

Mais que font les fraudeurs de cet argent ? Dort-il sur un compte ou « fait-il des petits » ? Il ne dort pas bien sûr, et il sert à tout un tas de choses, en passant... par le Luxembourg par exemple, avec Clearstream, cette fameuse chambre de compensation à travers laquelle tous les flux sont enregistrés (les noms, les dates, les montants). Or Clearstream ne sert pas qu'à blanchir l'argent sale : il sert aussi à noircir l'argent propre. Les sommes déposées sur les comptes servent à investir dans des multinationales dont les bénéficiaires sont à la hauteur des impôts qu'elles ne payent pas. Elles servent à corrompre

des élus, ou des électeurs, à financer des campagnes électorales ou des partis. Elles servent aussi à monter des entreprises dans les pays ravagés par la guerre ou la misère. Voire quelques activités plus douteuses encore : prostitution, drogue... terrorisme ? Qui le saura ? Quand vous déposez de l'argent sur un compte, savez-vous à quoi il sert pendant que vous dormez, lui qui ne s'y autorise jamais ?

Comment croyez-vous qu'une organisation terroriste comme [Boko Haram](#) finance ses troupes si ce n'est avec de « l'argent frais » ?

[Elle a des armes, paye des soldats, reçoit des rançons, vend du pétrole...](#) Elle possède nécessairement un compte en banque dans un paradis fiscal, comme les Etats possèdent également de tels comptes pour leurs opérations « secrètes ». Et qui leur achète le pétrole, et qui leur vend des armes ? Qui les a construites, d'où viennent-elles, et surtout par quels biais, si ce n'est à un moment ou à un autre par celui des Etats dont les agents sont rémunérés en rétro-commissions par et sur des comptes offshore ?

La corruption est le plus grand des fléaux. On s'indigne des quelques noms qui sont jetés en pâture dans les médias, qui ne sont pourtant que du « menu fretin » -la « partie émergée de l'iceberg » !- mais si on apprenait qu'un bien plus grand nombre de nos « élites » se sont fourvoyés dans l'évasion -pardon l'optimisation- fiscale, ne comprendrait-on pas bien mieux pourquoi d'une part ils préfèrent [faire semblant de lutter contre les paradis fiscaux que pour de vrai](#) ; et d'une autre pourquoi ils tentent par tous les moyens ([quittes à toutes les récupérations](#)) de [censurer internet et de restreindre les libertés](#), et donc tous les lanceurs d'alerte potentiels qui pourraient par leurs découvertes mettre à mal leurs carrières et leurs fortunes. D'autant que ce sont souvent les mêmes qui disent vouloir pourchasser les fraudeurs « à la petite semaine » dont les montants cumulés n'atteignent pas un pour cent des fraudes de « ceux qui ont ».

Mais nous focalisons toujours sur les corrompus, sans guère nous soucier [des corrupteurs](#) (car il faut bien qu'il y en ait) : qui sont-ils, et que cherchent-ils ?

Une fois un certain seuil de puissance économique atteint, la plupart des « hyper-riches » se rendent compte de l'inutilité, de la futilité de cette fortune. Certains en donnent, d'autres investissent ou deviennent fous, et d'autres se passionnent pour le pouvoir conféré par la richesse. Ils ont une idéologie (ou en acquièrent une). Et ils mettent leur fortune au service de

cette idéologie. Certains vont parler de complots, mais il s'agit simplement d'un rapport de forces. D'ailleurs, il n'est un secret pour personne que le président des Etats-Unis est élu par le plus riche, qui lui impose nécessairement quelques « contraintes » en retour... Ceux qui se sont aperçus du « retournement » en train de naître ont juste saisi le danger pour eux de « laisser faire » et ont fait de certains événements, comme le 11 septembre, une opportunité de reconquérir des ressources sans laisser les nouvelles puissances émergentes profiter d'une manne dont ils ont besoin pour eux-mêmes. La guerre donc, liée à la crise parce qu'avec la fin prévue des énergies fossiles et la pollution qu'elles engendrent chacun veut prétendre à de l'énergie, un critère primordial pour l'économie d'un pays.

Cette guerre n'est pas bien sûr engagée au prétexte de s'emparer des ressources d'un pays qu'une autre puissance convoite également, mais celui de la sécurité des citoyens, pour lutter contre le terrorisme. Ces mêmes terroristes qui sont tantôt financés et armés par un Etat « allié », tantôt par un concurrent, se voient combattus (très mal aux vues de la multiplication des groupes terroristes partout dans le monde) avec l'argent du contribuable et les armes fabriquées et vendues pour le compte d'un Etat, ou d'un intermédiaire mafieux... dont les comptes sont situés dans des paradis fiscaux... Ventes discrètes dont les intermédiaires, agents de l'Etat compris, reçoivent des commissions sur les affaires conclues. Et comme on ne veut pas que ça se sache, nos élus s'entendent tous ensemble pour utiliser abusivement le « secret défense » et surtout... censurer internet. Pour que ceux qui savent ne puissent pas le divulguer. Tout cela au nom de la lutte contre le terrorisme. On tourne en rond. Et si par hasard ce qui reste de la « démocratie » réussit à s'exprimer, on lui oppose qui les traités signés, qui le 49.3, qui la menace d'un blocus financier.

Alors voilà. Aujourd'hui seuls onze pays dans le monde ne sont pas de près ou de loin engagés dans un conflit armé (voir). Petit à petit les alliances se forment, et les masques tombent. La dictature est dans l'antichambre du pouvoir, et le système capitaliste va imploser un jour ou l'autre. Nous aurons été nombreux à prévenir, nous sommes encore plus nombreux à le savoir. Il n'y a qu'une seule solution d'en sortir, si on excepte une nouvelle guerre mondiale : refonder nos institutions. Des institutions qui empêcheraient la corruption, et le terrorisme, l'évasion fiscale et l'austérité. Il faut passer par là pour remettre à plat le fonctionnement de nos gouvernements. Cela devient

urgent.

Caleb Irri

<http://calebirri.unblog.fr>

« L'inflation négative grâce à une croissance négative et un gouvernement à la majorité minoritaire ! »

Charles Sannat 20 février 2015



Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Bienvenue dans cette France étouffante et écœurante de 2015, cette France dont la langue est d'une richesse incontestée, d'une subtilité, d'une précision permettant l'expression de toutes les pensées et de toutes les imaginations, la conceptualisation de tous les rêves, oui, nous avons une langue extraordinaire, une langue que l'on peut faire chanter et rimer, une langue qui sait faire rire ou pleurer, une langue à la délicatesse exquise, mais une langue permettant aussi le langage populaire et fleuri, une langue des terroirs et de nos diversités régionales, une langue millénaire, une langue des lumières et des littéraires, une langue d'écrivains mais une langue aussi du quotidien, le français est une langue magique, totalement, indéniablement.

Et pourtant, dans cette France étouffante de 2015, pour mieux euthanasier les pensées il faut tuer notre si belle langue. Et nous assistons à un phénomène qui s'amplifie, celui de l'attentat à la signification, au massacre du sens.

Dans notre France de 2015, les mots ne doivent plus avoir de sens pour ne plus être capables de décrire nos maux. Gare à celui qui désigne avec le mot juste les justes maux dont nous souffrons ! Il sera un « phobe » de quelque chose, il aura commis un terrible « dérapage », il aura eu l'outrecuidance de tenir des propos « nauséabonds », pourtant les mots ne sentent pas contrairement aux maux, tenez, prenez donc la gangrène ! Il paraît qu'une

jambe infectée pue sacrément !!

Penser fait forcément de vous l'enfant de la « bête immonde au ventre toujours fécond » et nous renvoie fatalement aux heures les plus sombres de notre histoire.

Penser avec des mots fait de vous un « apologiste » du terrorisme sémantique.

La France de 2015 est donc dirigée par un Premier ministre à la majorité minoritaire (sinon on utiliserait pas le 49.3) !

La France de 2015 est un pays qui vit une période de croissance négative.

La France de 2015 c'est la France du vivre-ensemble inversement proportionnel au syndrome « Mc Cain » (celui qui en parle le moins qui en mange le plus, en l'espèce on parle de frites).

La France de 2015 c'est la France de l'euthanasie de la pensée collective et du droit à penser par l'étouffement des mots et de notre si belle langue. Alors on change le sens des mots pour distordre la perception de la réalité.

Désormais la France de 2015 a une inflation négative !

Sauf que l'inflation négative cela n'existe pas plus que la croissance négative ou inversée, ou encore qu'une note de math positivement négative papa... Je n'aurais même pas osé sortir une telle ineptie à mon père même adolescent ! « Papa au dernier contrôle j'ai eu une excellente note négative, du coup je peux bénéficier d'un passage décalé dans le temps au niveau supérieur ». Le paternel, plein de ce bon sens, m'aurait regardé l'air mauvais levant la paupière de son œil gauche me signifiant silencieusement de cesser immédiatement de le prendre pour un demeuré. Pardon, dans la France de 2015 on doit parler de personne à capacités cérébrales réduites.

Oui les prix baissent même si vous ne le percevez pas encore, et oui c'est la déflation !

Et oui tout cela est parfaitement logique. Tout d'abord je ne suis pas en train de vous dire que avez tort si pour vous les prix augmentent, mais la réalité c'est que ce n'est plus vrai et que tout dépend de quoi on parle !

Ceux qui prennent le train ou la RATP savent que les prix montent, de même

que les taxes et les impôts, de même que tous les prix issus des machins plus ou moins publics ou para-publics qui ne savent pas faire un budget annuel sans nous offrir une augmentation annuelle d'au moins 3 % !!

D'accord au supermarché vous ne voyez pas encore la baisse, mais objectivement... il n'y a plus de hausse, et les baisses en réalité arrivent et elles seront le résultat des négociations en cours entre les supermarchés et les fabricants.

Vous pouvez négocier un rabais sur votre voiture, votre plein d'essence vous coûte moins cher même si depuis quelques jours il est plus cher qu'au moins cher mais reste moins cher qu'au plus cher (relisez lentement 😊) et même les loyers et le prix de l'immobilier sont orientés à la baisse... et c'est logique et cela va durer !

Tant qu'il y aura croissance négative, il y aura inflation négative !

Comme nous vivons dans un monde sémantique de fou, reprenons avec les principes économiques en novlangue.

Tan ke la kroissance est négative alors l'inflation é négative ossi mé c pas grave passque le gouvernement à la majorité minoritaire a dit que l'on ne dit plus état islamique mé « Daesh deux en un », ça fait plus lessive et c'est donc moins inquiétant pour le petit peuple...

En clair, quand on est en récession, eh bien la conséquence logique c'est la déflation (là on parle économie à l'ancienne, ce sont des principes qui datent de l'époque où nous avions encore notre monnaie que l'on appelait le franc).

Bon, pour les plus courageux, vous vous farcirez ci-dessous le résumé de l'INSEE sur les prix négatifs qui baissent dans la hausse parce que les prix sautent par-dessus le marché en raison d'une volatilité non maîtrisée dans le cadre d'une croissance économique dont vous n'avez pas encore vu la couleur...

Pour mes camarades contrariens paresseux, ou pour les vilains qui osent lire ce texte au bureau en prenant ce temps précieux sur le temps de labeur qu'ils doivent au grand patronat, contentez-vous de l'image entre inflation et inflation sous-jacente, et la corrélation presque parfaite entre les deux inflations... L'argument crétin qui consiste à dire que l'inflation est négative parce que l'inflation sous-jacente est encore positive, eh bien c'est crétin car

dans le temps l'inflation sous-jacente rejoint la tendance de la réalité... D'ailleurs je me demande en français quelle est la définition de l'expressions « sous-jacent »... Excusez-moi, on me dit dans l'oreillette que je n'ai pas le droit de parler du « français », cela pourrait heurter la sensibilité de certains lecteurs, de certaines communautés, de certaines convictions politiques, religieuses ou personnelles, cela pourrait rappeler que la bête immonde a toujours le ventre aussi fécond que dans les années 30 de l'apologie au terrorisme sémantique qui me fait penser aux heures les plus sombres et blablablablalbla et moi j'emmerde les bien-pensants à la con capables de me pondre « l'inflation négative » en essayant de me faire passer pour un abruti de facho... Si cela ne tenait qu'à moi, je leur souhaiterais une belle déflation dans leur tête, le problème c'est que ce n'est pas ceux qui font les maux et nos mots qui en souffriront mais nos concitoyens, alors je ne peux pas souhaiter la déflation, mais oser parler de déflation négative c'est comme l'hyper-fellation de Rachida Dati, c'est très drôle, mais cela n'existe pas en économie...

Indice des prix à la consommation – Janvier 2015

Évolution mensuelle : -1,0 % ; variation sur un an : -0,4 %

En janvier 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) baisse de 1,0 % après une hausse de 0,1 % en décembre 2014. Corrigé des variations saisonnières, il diminue de 0,3 % après -0,2 % en décembre. Pour la première fois depuis octobre 2009, les prix à la consommation baissent sur un an (-0,4 %). Pour l'essentiel, la baisse des prix à la consommation en janvier 2015, en particulier ceux des produits manufacturés, s'explique par les soldes d'hiver. S'y ajoutent le repli saisonnier des tarifs des services liés au tourisme et le nouveau recul des prix des produits pétroliers. En revanche, les prix des produits alimentaires augmentent légèrement du fait du rebond des prix des produits frais.

Les soldes contribuent fortement à la baisse saisonnière des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés baissent de manière saisonnière en janvier (-3,2 % en 2015 contre -3,0 % en 2014 ; -1,4 % sur un an) en raison des soldes d'hiver. En particulier, les prix chutent pour l'habillement et les

chaussures (-16,5 % en janvier 2015 contre -15,4 % en janvier 2014 ; -1,0 % sur un an). Les soldes font également baisser les prix d'autres produits manufacturés en janvier, notamment les articles de ménages en textiles (-5,2 % ; +0,2 % sur un an), les effets personnels (-2,7 % ; +0,3 % sur un an), les meubles (-2,6 % ; +0,1 % sur un an) et les appareils ménagers (-1,4 % ; -2,4 % sur un an). Les prix des équipements audiovisuels, photographiques et informatiques, également soumis aux soldes en janvier, continuent de baisser (-1,2 % ; -7,0 % sur un an). En outre, le recul des prix des produits de santé se poursuit (-0,4 % ; -2,8 % sur un an). À l'inverse, les prix des automobiles neuves augmentent de manière saisonnière en janvier (+2,4 % ; -0,2 % sur un an).

Variations des indices de prix détaillés

base 100 : année 1998

Source : Insee – indices des prix à la consommation

Regroupements conjuncturels	Pondé- rations 2015	Indices janv. 2015	Variations (en %) au cours du dernier mois des 12 derniers mois	
a) Ensemble des ménages – France				
ENSEMBLE (00 E)	10000	126,45	-1,0	-0,4
Ensemble CVS (00 C)	10000	127,28	-0,3	-0,3
ALIMENTATION (4000 E)	1662	131,82	0,1	-0,2
Produits frais (4001 E)	211	141,03	0,9	1,6
Alimentation hors produits frais (4002 E)	1451	130,51	0,0	-0,5
TABAC (4034 E)	199	258,61	0,0	1,4
PRODUITS MANUFACTURÉS (4003 E)	2584	97,19	-3,2	-1,4
Habillement et chaussures (4004 E)	437	93,99	-16,5	-1,0
Produits de santé (4005 E)	427	77,36	-0,4	-2,8
Autres produits manufacturés (4006 E)	1720	102,76	-0,5	-1,2
ÉNERGIE (4007 E)	815	167,10	-2,1	-7,1
dont Produits pétroliers (4008 E)	418	171,41	-6,0	-15,9
SERVICES (4009 E)	4740	136,51	-0,1	1,3
Loyers, eau et enlèvement des ordures ménagères (4010 E)	767	143,19	0,1	1,2
Services de santé (4011 E)	568	122,85	0,1	0,8
Transports et communications (4012 E)	510	95,85	-1,4	0,3
Autres services (4013 E)	2895	147,22	0,1	1,6
ENSEMBLE HORS LOYERS ET HORS TABAC (5000 E)	9192	123,76	-1,1	-0,5
ENSEMBLE HORS TABAC (4018 E)	9801	124,53	-1,0	-0,4

base 100 : année 1998

b) Ménages urbains dont le chef est ouvrier ou employé – France

ENSEMBLE HORS TABAC (4018 D)	9714	124,42	-1,0	-0,4
ENSEMBLE (00 D)	10000	127,23	-0,9	-0,3

c) Ménages du 1er quintile de la distribution des niveaux de vie – France

ENSEMBLE HORS TABAC (4018 Q)	9687	125,60	-1,0	-0,5
------------------------------	------	--------	------	------

Évolution des indices d'inflation sous-jacente* et de l'IPCH**

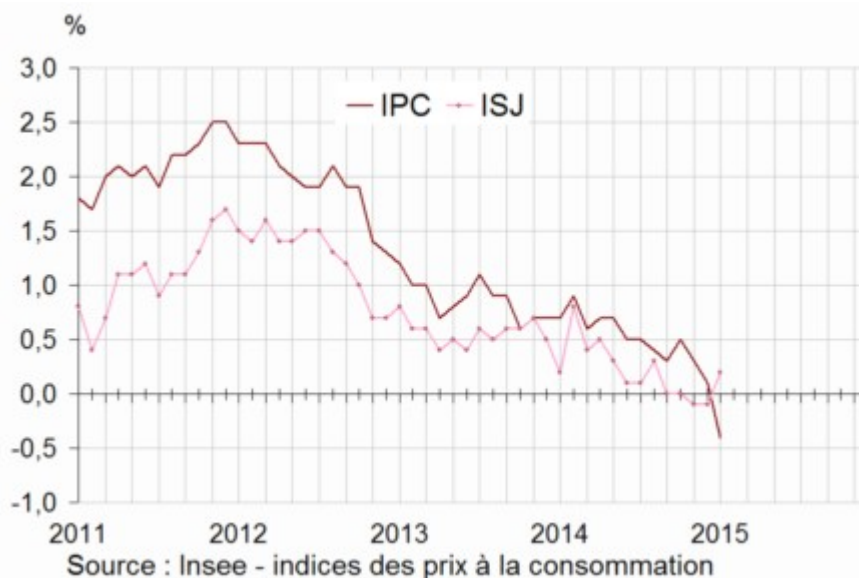
*Les indices d'inflation sous-jacente excluent les tarifs publics et les produits à prix volatils, et sont corrigés des mesures fiscales et des variations saisonnières. Base 100 en 1998, ils sont calculés pour l'ensemble des ménages et pour la France métropolitaine.

**IPCH : indice des prix à la consommation harmonisé, utilisé pour les comparaisons entre membres de l'Union européenne. Base 100 en 2005, il est calculé pour tous les ménages, France entière.

Source : Insee – indices des prix à la consommation

Regroupements conjuncturels	Pondé- rations 2015	Indices janv. 2015	Variations (en %) au cours	
			du dernier mois	des 12 derniers mois
ENSEMBLE « sous-jacent » (4022 S)	6042	122,41	0,0	0,2
I.A.A. hors viandes, produits laitiers et exotiques (4019 S)	715	124,82	0,3	-0,8
Produits manufacturés (4020 S)	2103	103,05	-1,1	-1,1
Services y compris loyers et eau (4021 S)	3224	140,38	0,5	1,3
Ensemble IPCH (00 H)		114,17	-1,1	-0,4

Glissements annuels de l'indice des prix à la consommation (IPC) et de l'inflation sous-jacente (ISJ)



Les prix de l'énergie de nouveau en baisse

En janvier 2015, les prix de l'énergie baissent pour le sixième mois consécutif (-2,1 % après -2,6 % en décembre). Sur un an, ils reculent de

7,1 %. Plusieurs taxes sur les produits énergétiques ont été relevées en janvier 2015, mais, pour les produits pétroliers, la chute des cours a plus que compensé ces mesures fiscales : leurs prix baissent de nouveau (-6,0 % en janvier, -15,9 % sur un an), plus fortement pour le fioul domestique (-8,7 % ; -23,4 % sur un an) que pour les carburants (-5,7 % ; -15,0 % sur un an).

En revanche, les prix du gaz de ville augmentent en janvier (+1,6 % ; +2,1 % sur un an) ainsi que ceux de l'électricité (+2,4 % ; +4,3 % sur un an) en raison des hausses de taxes.

Les prix des services en léger repli

Les prix des services sont en très léger repli sur un mois (-0,1 % ; +1,3 % sur un an), les hausses et les baisses saisonnières s'étant pratiquement compensées. De nombreux tarifs ont été fortement revalorisés en janvier 2015. La hausse des prix des services postaux est particulièrement marquée (+8,8 % ; +9,3 % sur un an). Elle est plus contenue pour d'autres services, notamment les assurances (+1,5 % ; +2,9 % sur un an) et les péages et parkings (+1,0 % ; +2,1 % sur un an). De même, les tarifs des transports routiers de voyageurs (+1,1 % ; +2,3 % sur un an), ceux des transports combinés (+2,2 % ; +2,6 % sur un an) et ferroviaires (+2,3 %) ont sensiblement augmenté en janvier 2015. *A contrario*, après les vacances de fin d'année, les prix des services liés au tourisme se replient de manière saisonnière en janvier, notamment les transports aériens (-11,7 % ; +0,0 % sur un an), les services d'hébergement (-4,0 % ; +1,8 % sur un an) et les voyages touristiques tout compris (-12,9 % ; +3,1 % sur un an).

Légère hausse des prix de l'alimentation

Les prix de l'alimentation augmentent légèrement en janvier 2015 (+0,1 % ; -0,2 % sur un an) du fait d'un rebond des prix des produits frais (+0,9 % ; +1,6 % sur un an après -0,6 % en décembre 2014), notamment des légumes frais (+5,7 % ; +2,5 % sur un an après -2,9 % en décembre 2014) et des poissons et des crustacés frais (+5,1 % ; +3,0 % sur un an après +1,2 % en décembre 2014). À l'inverse, les prix des fruits frais se replient de manière saisonnière (-5,5 % ; -0,3 % sur un an). Hors produits frais, les prix de l'alimentation sont globalement stables en janvier 2015 et diminuent de 0,5 % sur un an (après -0,4 % en décembre 2014). Sur un an, seuls les prix

des viandes (+0,2 %) et ceux des boissons alcoolisées (+1,0 %) sont en hausse.

Légère hausse de l'inflation sous-jacente

L'indicateur d'inflation sous-jacente (ISJ) est stable entre décembre 2014 et janvier 2015. Sur un an, il augmente légèrement (+0,2 %). En janvier 2015, l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) baisse de 1,1 % et recule de 0,4 % sur un an (après +0,1 % sur un an en décembre et +0,4 % en novembre 2014).

Charles SANNAT

[Au revoir la Grèce : « VGE » suggère une « sortie amicale » de la zone euro...](#)

Haaaa notre bon vieux et tout aussi inoxydable Giscard l'europhile nous revient pour nous lâcher un sacré scoop, et si nous lâchions la Grèce? J'en rigole encore. Voir notre VGE l'europhile nous parler de sortie amicale de la Grèce qui n'aurait jamais dû rentrer dans l'euro et qui ne pourra pas s'en sortir dans l'euro et avec sa dette actuelle, hahahahahaaa.

Non, vraiment c'est drôle, c'est exquis, c'est juste ce que je dis depuis des années... mais bon, le bon sens des gens d'en bas n'est pas utile. Mais la Grèce va sortir et si, cela va créer un précédent. Et oui, d'autres pays sortiront et à la fin il ne restera que l'Allemagne et ce jour-là on vous dira »mais non regardez, l'euro existe toujours... bon il n'y a que les Allemands qui s'en servent, mais l'euro n'est pas mort » hahahahahahaha, houhouhouhouhouh !

Charles SANNAT

[L'entrée de la Grèce dans l'euro, « une erreur »](#)

« La production de la Grèce ne peut redevenir compétitive avec le niveau actuel de l'euro. Par conséquent, elle n'est pas en mesure d'appliquer son programme économique, notamment la hausse du salaire minimum et l'extension des avantages sociaux », constate ainsi l'ancien président français. Il estime au passage que « l'entrée de la Grèce dans l'euro en 2001 fut une erreur évidente », et rappelle qu'il s'était prononcé à l'époque contre

cette adhésion. M. Giscard d'Estaing, qui a consacré une bonne partie de sa carrière à la construction de l'Europe, préconise une sortie « ordonnée » de la Grèce de la zone euro, qui pourrait être temporaire, et ne mettrait pas en danger selon lui l'ensemble de la zone euro, comme le craignent de nombreux experts...

« Il faut donc envisager ce scénario très calmement, à froid, dans l'intérêt de la Grèce elle-même... Il est absurde de dire qu'il s'agirait d'un échec de l'Europe », affirme ainsi le responsable politique. Il écarte le risque de contagion à d'autres pays, en soulignant qu' »il n'y a, à l'heure actuelle, aucune agitation particulière dans la zone euro. La situation de la Grèce est singulière et extrême », avec une dette dépassant les 175 % de son PIB. »

[Source Boursier.com ici](#)

L'UE lance des consultations sur son projet d'union des marchés des capitaux

Rooooooh... vous étiez au courant de cette dernière ? Il n'y a pas à dire, cela travaille dur au niveau de la Commission européenne pour aider et préparer au mieux le terrain pour la signature du TAFTA dont la négociation se poursuit comme si de rien n'était dans l'opacité la plus totale et au mépris le plus absolu des peuples d'Europe qui ne veulent en aucun cas d'un nouvel accord de libre-échange dont le seul objectif même pas caché est de servir encore plus de bénéficiaires aux grandes multinationales.

Non au totalitarisme fut-il marchand !!

Charles SANNAT

La Chine va mettre l'accent sur l'innovation et le capital humain pour développer son économie

C'était une immense erreur et un énorme complexe de supériorité « petit blanc » que de croire que la Chine, nation et civilisation millénaire, allait se contenter de produire des tee-shirts à faible valeur ajoutée. Évidemment les Chinois montent en gamme en s'appuyant sur l'intelligence de leur population, sur un État particulièrement vigilant et interventionniste comme protectionniste, une politique de formation massive et, disons-le, une véritable action de masse de collecte de l'information scientifique et technique avec parfois des procédés au mieux... douteux (et c'est pour rester

sobre) !

Bref, les Chinois nous taillent des croupières, et je peux vous dire qu'en plus « ce n'est pas fini » !!

Charles SANNAT

Sanctions antirusses : l'Autriche pourrait perdre 3 milliards d'euros

Voilà qui ne va pas aider l'Europe à renouer avec une croissance positive pouvant relancer à son tour positivement l'inflation. Je suis ironique mais la situation le mérite. Les Européens imposent des sanctions économiques à la Russie sous la pression américaine, puis nous en sommes les principales victimes.

Notre politique internationale ou son absence est tout simplement suicidaire.

Charles SANNAT

Les réserves de change russes en baisse

Le montant des réserves de change russe reste très confortable et il n'y a pour le moment pas d'inquiétude économique de fond à avoir. La résilience de l'économie russe est sans doute surprenante pour plus d'un observateur, pourtant l'économie russe est désormais beaucoup plus saine que l'économie française par exemple !

Charles SANNAT

Les réserves de change russe ont baissé de 6,4 milliards de dollars en une semaine.

Les réserves de change russes en baisse en décembre

Les réserves de change russes atteignaient 368,3 milliards de dollars le 13 février, contre 374,7 milliards le 6 février, rapporte jeudi la Banque centrale de Russie.

Ceci constitue une baisse de 6,4 milliards de dollars (1,7 %) en une semaine.

Au cours de l'année 2013, les réserves de change russes ont diminué de 5 %, à 510 milliards de dollars.

Le maximum historique a été atteint au début d'août 2008 avec 598 milliards de dollars. Lors de la crise des « subprimes », à la mi-mars 2009, les réserves ont reculé à 376 milliards de dollars.

[Lire la suite sur le site Sputnik ici](#)

L'or ne doit pas briller... tant que cela reste possible !

Hier (le 18 Février 2015), une fois encore, des ventes massives ont eu lieu entre 14h (Heure de Paris) et 16h.

99 000 contrats Or (cela représente 287 tonnes soit 10 % de la production annuelle).

Source : <http://www.silverdoctors.com/comex-gold-open-interest-numbers-show-massive-manipulated-gold-hit-in-progress/#more-50955>

Un vendeur avisé s'y prendrait autrement. Eh oui, si vous arrivez sur le marché d'un petit village et déversez un camion de 22 tonnes rempli de pommes de terre, je ne suis pas sûr que vous arriviez à en tirer le meilleur prix !

Autrement dit, le but est forcément ailleurs.

Plusieurs affaires judiciaires sont en cours tendant à prouver que le marché de l'or est manipulé. Certaines ont déjà été jugées et ont donné lieu à la condamnation de Barclays et d'UBS. Nous ne sommes plus dans la théorie du complot mais face à un fait reconnu judiciairement.

Je vous recommande à ce propos de visionner [la vidéo de Chris Powel Secrétaire/Trésorier du Anti-Trust Action Committee Inc.](#)

L'or ne doit pas briller car il est le reflet inverse de l'état de santé de notre système : si l'or est bas, c'est que tout va bien Madame la Marquise. Oublions nos petits problèmes de dettes, de chômage, de faible croissance...
TOUT VA BIEN.

Malheureusement comme nous le disait Voltaire :

« La valeur de la monnaie papier est basée sur la confiance dans l'État qui l'imprime et revient toujours à sa valeur intrinsèque c'est à dire zéro. »

Malheureusement depuis 2008, les pays occidentaux n'ont trouvé de solution que dans la dette et l'ont alourdie de 57 trillions de dollars... une paille me direz-vous car ce n'est finalement que du papier avec de l'encre ! Mais à partir de là, comment avoir confiance ?

Ne pas protéger son épargne avec de l'or, c'est naïvement placer sa confiance dans ceux qui nous gouvernent. C'est pourquoi en dehors des manipulations qui prendront fin tôt ou tard, nous ne pouvons que vous inciter à être prudents et à protéger votre épargne tant que « tout va bien ». Les prix actuels sont

artificiellement bas et vous auriez tort de ne pas profiter des soldes tant que « tout va bien ».

Pour rappel, vos €, USD ou Yen, ont statistiquement peu de chance de vous survivre.

Agissez avant qu'il ne soit trop tard avec les services de AuCOFFRE.com
Christophe Vereecke

[45 000 emplois et près de 3 milliards d'euros perdus : le prix à payer par l'Autriche pour les sanctions contre la Russie sera lourd.](#)



© AFP 2015. EMMANUEL DUNAND

[Juncker : le temps n'est pas aux sanctions antirusse](#)

Les hommes d'affaires autrichiens estiment que les sanctions imposées contre Moscou pourraient faire perdre à leur pays 45 000 emplois et près de 3 milliards d'euros, a annoncé jeudi la radio Deutsche Welle.

Selon Walter Koren, directeur de l'Organisation du commerce extérieur de l'Autriche, l'élargissement des sanctions annoncé lundi ne fera que compliquer la situation.

« Nous ne sommes pas persuadés que les sanctions économiques puissent aboutir au résultat politique pour lequel elles ont été imposées. Une solution politique à la crise ukrainienne ne pourra être trouvée que par le biais d'efforts diplomatiques, pas par des mesures économiques ou militaires », a déclaré le responsable.



UE : Vienne opposé à de nouvelles sanctions économiques contre la Russie

Selon lui, « la guerre commerciale (contre la Russie, ndlr) qui s'intensifie débouchera pour l'Autriche sur la perte de 45 000 emplois et d'environ 2,9 milliards d'euros ».

« Tout ce qui se passe en Europe centrale et en Europe orientale se répercute sur l'Autriche de façon beaucoup plus importante que sur le Portugal, par exemple. L'Europe doit élaborer sa propre position au lieu d'évoluer dans le sillage des États-Unis », a déclaré Stefan Bruckbauer, analyste de la Banque nationale d'Autriche, ajoutant que son pays exportait 70 % de ses marchandises vers les pays de l'Europe centrale et orientale.

[Lire la suite sur Sputnik ici](#)

Pétrole : la chute des cours réduit le fossé entre les notations des exportateurs et des importateurs, selon Fitch

Bon si je vous livre une analyse contrarienne de la position de Fitch, cela pourrait se résumer de la manière suivante :

Comme les pays importateurs voient leurs notes baisser parce qu'ils se portent de plus en plus mal avec de plus en plus de dettes et de moins en moins de croissance et que les pays producteur de pétrole en vendent de moins en moins à un prix de plus en plus faible, eh bien tout le monde tend vers une note approchant inexorablement de zéro...

En gros, on est tous mauvais, et c'est assez logique vu que dans un monde globalisé et mondialisé les problèmes des uns finissent par devenir aussi les problèmes des autres...

Charles SANNAT

BEIJING, 19 février (Xinhua) – Le fossé entre les notations des exportateurs et des importateurs énergétiques au Moyen-Orient et en Afrique du Nord

(MOAN) a été réduit en raison de la chute des prix du pétrole, alors que les risques géopolitiques restent élevés dans cette région, a annoncé l'agence de notation financière Fitch dans son dernier rapport.

« La baisse des cours du pétrole a changé l'environnement économique pour les exportateurs dans cette région », a déclaré Fitch. « Ces pays réduiront les dépenses externes et budgétaires, ce qui affectera la confiance des entreprises et des consommateurs. »

Selon Fitch, le prix moyen du pétrole Brent devrait s'établir à 70 dollars le baril en 2015 et grimper à 80 dollars le baril en 2016. Le Brent pour livraison en avril a reculé de deux dollars pour atteindre 60,53 dollars le baril mercredi.

La capacité de faire face à la fluctuation des cours varie en fonction des notations. Le Bahreïn semble être confronté à la plus grande difficulté budgétaire et son ratio dettes-PIB a déjà dépassé la moyenne. Fitch a confirmé sa notation prenant en compte les perspectives négatives de ce pays.

Par ailleurs, Fitch estime que les risques géopolitiques restent élevés dans cette région et que les activités de l'État islamique (EI) présentent des risques pour plusieurs pays du MOAN.

La BCE s'inquiète de l'hypercroissance de la finance parallèle

Le Monde.fr avec AFP | 14.02.2015 à 06h28 • Mis à jour le 14.02.2015 à 12h31

Un dirigeant de la Banque centrale européenne (BCE) s'est inquiété vendredi 13 février de la forte croissance du système bancaire parallèle, susceptible de **menacer la stabilité financière en zone euro.**

« *La taille du secteur de la finance parallèle a plus que doublé durant la dernière décennie* », a ainsi fait [valoir](#) Vitor Constancio, vice-président de l'institution monétaire, lors d'un sommet économique à Warwick, en [Grande-Bretagne](#).

Egalement connue sous le terme anglo-saxon *shadow banking*, la finance parallèle désigne des activités bancaires menées par des fonds d'investissement ou des assureurs. Ces derniers n'étant pas des banques, ils échappent à la réglementation bancaire et au contrôle des autorités.

DURCISSEMENT DE LA RÉGLEMENTATION BANCAIRE

Selon une étude récente de la BCE, l'ensemble des actifs gérés par ce pan de la finance en zone euro est passé de 19 000 milliards d'euros à la fin de 2013 à 23 000 milliards à la mi-2014. A cette même période, les actifs gérés par le secteur bancaire classique représentaient quelque 30 000 milliards d'euros.

« *Si le shadow banking continue à croître à la même vitesse que durant la dernière décennie et que le crédit bancaire reste stable, les actifs du secteur bancaire non réglementé pourraient dépasser en taille ceux du secteur réglementé d'ici cinq ans* », a estimé M. Constancio.

Cette tendance s'explique notamment par un durcissement de la réglementation bancaire, qui incite certains acteurs financiers à se tourner vers des activités moins contrôlées.

CRAINTES SIMILAIRES DU FMI ET DE LA FED

« *Du point de vue de la stabilité financière, l'émergence du secteur bancaire parallèle pourrait créer un risque qui doit être mieux compris et mesuré. (...) Ce à quoi nous assistons actuellement, c'est la montée d'un secteur bancaire parallèle qui est lui aussi vulnérable* » aux mouvements erratiques, a poursuivi le vice-président de la BCE.

Pour limiter ces menaces, les autorités « *devraient pouvoir imposer des limites d'exposition aux institutions réglementées vis-à-vis de la finance parallèle* » ou encore « *transférer certaines institutions non réglementées dans le champ de contrôle des superviseurs* », a ainsi plaidé M. Constancio.

Le Fonds monétaire international (FMI) et la Réserve fédérale des Etats-Unis (Fed) ont récemment exprimé des craintes similaires.

La fabrication des serfs

Les Clefs Pour Comprendre du Jeudi 19 Février 2015: Par Bruno Bertez

Il y a un lien démontré par tous les auteurs, philosophes, sociologues et économistes, entre les libertés économiques et la, ou les, libertés individuelles.

La multiplication des interventions de l'Etat, de son Administration et de ses fonctionnaires a pour objectif et pour effet de vous obliger à faire ce que vous ne feriez pas spontanément. En fait, ils vous tordent le bras en continu. A la fin, être tordu devient une seconde nature.

Nos sociétés évoluent de façon perverse. Elles empilent règlements, lois,

obligations, à un point tel que, même les plus vertueux sont incapables de vivre sans multiplier, à leur insu, les infractions, les fautes, les entorses. Toute personne qui gère ou a géré une entreprise en a fait l'expérience, il est devenu impossible d'être dans les clous.

Les pouvoirs, au fond, s'en fichent et je dirais même qu'ils le savent et que c'est pour cela qu'ils font semblant, de temps à autre, de « libéraliser », de promettre de réviser le carcan administratif, de simplifier, etc. Bien entendu, toute simplification et toute libéralisation n'a pour effet que d'empiler une nouvelle couche de complexité et de coûts.

Mais c'est l'objectif inconscient, non pensé, du système. Son objectif n'est pas de faire respecter les règles de la vie en société, de la vie économique, non, son objectif est de faire de vous des sujets obéissants. Voilà le grand mot. Il faut fabriquer des sujets, des serfs, des gens qui intériorisent le fait que, quoi qu'ils fassent, ils sont en faute. On construit une nouvelle humanité qui, peu à peu, s'habitue à ne plus réaliser ses libres choix, s'habitue à être épiée, surveillée, et comme le dit Orwell s'habitue à être vue quoi qu'elle fasse, au point que cela devient une seconde nature, craintive et que cela se substitue à l'instinct. L'homme nouveau se fabrique sous vos yeux, sous leurs caméras, sous leurs écoutes, sous le joug de leurs tonnes de lois et règlements.

C'est en quelque sorte, la fabrication des Marines américains transposée à la société civile. Pour fabriquer un Marine, il faut briser l'homme, l'être humain qui est en lui: qu'il ne soit plus que « Yes Sir ». Nous ne sommes même plus dans des techniques, des conditionnements, nous sommes dans l'intrusion, la prise de possession de l'individu.

Ne vous y trompez pas. Quand vous dites, mais moi je m'en fiche, je fais ce que je veux, c'est faux. Vous ne faites pas que vous voulez car, au fond de vous, vous savez que vous êtes en faute. Même ceux qui ne culpabilisent pas sont affectés parce que ces règles, nous ne pouvons les ignorer, elles finissent par nous être constitutives. Celui qui dit, moi je m'en fiche, n'est pas un être libre, cela devient, cela fait de lui, un être qui transgresse. Il perd cette sorte de légèreté de l'âme que donne la liberté.

DSK, malgré son amoralité ou immoralité, sait qu'il ne fait pas bien, il sait qu'il transgresse en ne respectant pas ses esclaves-partenaires sexuelles.

Dans un système de liberté fondé sur la confrontation des prix, des offres des demandes, qui expriment les préférences des individus, il n'y a nul besoin de multiplier les directives, les lois, les plans, les contrôles et les punitions. Dans un système libéral, cela fonctionne sur l'adhésion alors que, dans les systèmes étatiques, cela fonctionne sur la coercition/contrôle/sanction.

Il est évident que l'adhésion des citoyens est une condition du fonctionnement du système. Et la multiplication des déviances, des gens qui n'intériorisent pas les règles de la vie en société, des marginaux de toutes sortes, qu'ils soient nationaux ou importés, est un facteur de dislocation de la société. Un facteur de dislocation de la société qui donne prétexte aux dominants pour vous dominer encore plus, vous!

Même si vous ne buvez pas, vous êtes soumis aux contrôles d'alcoolémie, même si essayez de ne pas tricher le fisc, vous être contrôlé, même si vous respectez les autres et l'humanité qui est en chacun de nous, vous êtes abreuvés des insanités de Valls et de Cazeneuve qui s'adressent à vous comme si vous étiez anti-arabes ou antisémites... même si... On peut énumérer ici tous les actes de votre vie.

Il y a un lien entre, d'une part, l'adhésion des citoyens aux règles sociales et, de l'autre, la capacité de la société à intégrer les déviants, les marginaux, les importés. Plus une société perd de sa capacité à intégrer et plus il faut faire de lois, de règlements, plus il faut imposer, contrôler et punir.

Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'en multipliant les lois, les règlements, les contrôles, les sanctions, ils font de vous, d'un coup de crayon, d'un vote scélérat, ils font de vous des déviants. Des dissidents ou des serfs.

Et s'il n'y en a pas assez, ils en importent, car c'est l'une des fonctions du Grand Remplacement. Importer des gens qui sont difficiles à intégrer et ainsi avoir la justification de nouvelles mesures. Le Grand remplacement est un moyen de justifier de nouvelles lois, de nouveaux règlements, d'imposer de nouvelles façons de penser, bref, c'est une arme à leur disposition dans la grande panoplie de la mise en servitude des peuples. Ils accueillent, ils fabriquent les in-intégrables.

C'est un processus, une technique, qui bientôt va leur donner le droit de supprimer la liberté de parole sur Internet. Haro sur les dissidents. Ils fabriquent tout cela, tout comme ils fabriquent les fraudeurs en haussant les

impôts au-delà du raisonnable.

Une Grèce et une Europe en pointillé

Jean-Marc Vittori / Editorialiste | Le 20/02 LesEchos.fr

Le bras de fer entre la Grèce et les autres pays de la zone euro continue. Hier, Athènes a infléchi sa position. Le gouvernement grec a joué avec les mots. Il a demandé une extension de l'accord de prêt européen pour six mois, sans parler de programme qui inclue les mesures d'austérité, tout en s'engageant à l'équilibre budgétaire. Il accepte la supervision de ses créanciers, FMI et institutions européennes, sans parler de la troïka composée... du FMI, de la BCE et de l'Union européenne. Ca n'a pas suffi. Berlin a aussitôt rejeté la proposition d'Athènes, en insistant sur le lien entre aides extérieures et réformes intérieures, et la nécessité de ne pas défaire ce qui a été fait ces dernières années. Les ministres des Finances de la zone euro doivent se réunir ce vendredi pour examiner la proposition grecque. Dans cet échange musclé, le Premier ministre grec, Alexis Tsípras, et son ministre des Finances, Yánis Varoufákis, ont sans doute sous-estimé l'ampleur des changements intervenus dans la zone euro. Après le défaut de leur Etat en 2012, les investisseurs ont réorganisé leurs portefeuilles. Les industriels étrangers ont restructuré leur présence en Grèce. Les gouvernants des autres pays ont pris leurs distances. La frontière entre le pays et le reste de la zone euro est désormais en pointillé. Un départ de la Grèce risquerait d'entraîner encore des mouvements de capitaux violents au sein des autres pays de l'Union monétaire, mais pas le cataclysme qu'il aurait immédiatement provoqué il y a trois ou quatre ans. La Grèce est dans une position affaiblie. Symétriquement, l'Allemagne semble en position de force avec une économie puissante, une croissance appréciable, un budget en excédent et des échanges débordants. Mais elle est dominante dans une Union monétaire elle aussi affaiblie. Pas seulement par sept années de crise épuisante, mais aussi par l'absence de vrais progrès dans son architecture. La monnaie unique devait être un point de départ vers une intégration plus poussée, seul moyen pour que la zone monétaire puisse résister aux inévitables secousses économiques. Elle a en réalité marqué la fin des efforts. Aucune avancée solide n'a été faite depuis quinze ans, sauf en matière bancaire avec la création d'une tutelle unique des grands établissements et d'une caisse commune qui servira en cas de coup dur. Si la Grèce est en pointillé dans la

zone euro, l'Union monétaire est elle aussi une carte prête à être découpée, au gré des chocs économiques et politiques. Si la crise a mobilisé les énergies et les talents pour éteindre des incendies à répétition, de la Grèce à Chypre en passant par l'Irlande ou l'Italie, elle n'a pas déclenché la volonté salutaire d'avancer enfin ensemble.

Certaines personnes sont tellement pauvres qu'elles ne possèdent que de l'argent

14 février 2015 Alexandre Citations et proverbes

Un jour, le père d'une très riche famille amène son fils dans une famille pauvre à la campagne pour lui montrer comment ces gens vivent. Ils passent quelques jours dans une ferme avec une famille qui n'a pas grand chose.

Au retour, le père demande à son fils :

“As-tu aimé ton séjour ?

– C'était fantastique papa !!!!

– As-tu vu comment les gens pauvres vivent ? demande encore le père, étonné par sa joie.

– Ah oui !!! répond le fils.

– ... Alors, qu'a-tu appris ?”

Le fils lui répond :

“J'ai vu que nous n'avions qu'un chien alors qu'ils en ont quatre.

Nous avons une piscine qui fait la moitié du jardin et ils ont une grande crique !

Nous avons des lanternes dans notre jardin et eux ont des étoiles partout dans le ciel.

Nous avons une immense galerie à l'avant et eux ont l'horizon.

Nous avons un domaine mais eux ont des champs à perte de vue.

Nous devons acheter nos fruits et eux font pousser tout ce qu'ils veulent.

Nous avons des murs autour de la propriété pour nous protéger. Eux ont des amis qui les protègent.”

Le père en resta muet.

Le fils rajouta, “Merci Papa de m'avoir montré tout ce que nous n'avons pas”.